



FLASH INFOS DES MAIRES ET PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITES DU BAS-RHIN

Agenda prévisionnel

N°35 Mars/Avril. 2019

Bureau :

26 avril 2019

Conseil d'administration :

7 juin 2019

*Conférence des Présidents
d'intercommunalités :*

13 mai 2019

*Réunion d'information de
Printemps-été :*

4 juillet 2019

*Journée des Maires à la
Foire Européenne :*

13 septembre 2019

*102^{ème} Congrès national des
maires :*

19-21 novembre 2019

Félicitations

*Jean-Denis ENDERLIN
réélu maire de la commune
nouvelle de Val de Moder*

&

*Francis WEBER
élue maire délégué
de Ringeldorf*

*Joseph LUDWIG
Elu maire de la commune
nouvelle de Rountzenheim-
Auenheim*

&

*Bénédicte KLÖPPER
Élue maire déléguée de
Rountzenheim*

Le temps du Grand Débat National initié par l'Etat en janvier 2019 touche à sa fin. Les maires suivant leur sensibilité et les demandes émanant des habitants, ont joué le jeu démocratique préconisé par l'Etat.

De nombreux cahiers de doléances ont été mis à la disposition du public dans les mairies et plusieurs dizaines de réunions ont été facilitées par les maires. Le sommet de l'Etat avait mis trop de verticalité et négligé les représentants locaux.



Vincent DEBES

A l'origine, ce mouvement social avait des revendications sur le pouvoir d'achat. Désormais, deux mouvements coexistent sans se rencontrer. La contestation se caractérise aujourd'hui par la radicalisation et la violence lors de rendez-vous hebdomadaires à Paris, ou dans d'autres villes, diffusés par les réseaux sociaux. Jamais la violence ne pourra acquérir une quelconque légitimité dans notre démocratie.

Le Grand Débat et les attentes qu'il a soulevées sont suspendues à l'annonce d'initiatives portées par la Présidence de la République.

Il est nécessaire cependant de se donner le temps pour analyser les propositions ou revendications formulées et effectuer une étude d'impact des décisions importantes qui pourraient être annoncées.

Durant plusieurs années, le travail des maires n'a pas été facilité, par exemple : la baisse des dotations, l'augmentation des missions confiées par l'Etat sans moyens supplémentaires.

La reconnaissance de leur engagement a été affectée également par un grignotage de leurs indemnités de fonction : assujettissement aux cotisations sociales sans création de droits pour la plupart des élus, instauration d'un droit individuel à la formation sans que l'accès en soit facilité.

L'exemple le plus marquant est la suppression annoncée de la taxe d'habitation, sans qu'aucune solution de remplacement n'ait été imaginée. Du coup, l'Etat devra compenser 26 Mds d'euros à l'horizon 2020/2021 dans le budget des communes et des intercommunalités. Il lui faudra trouver des ressources de remplacement, afin de respecter le principe constitutionnel d'autonomie financière des collectivités locales.

Par ailleurs, la loi NOTRe a imposé des fusions d'intercommunalités vers des EPCI plus grands et des transferts de compétences vers les EPCI. La loi NOTRe a également remis en cause le versement des indemnités de fonction aux présidents de syndicats de communes et syndicats mixtes fermés (dont le périmètre est inférieur à celui d'un EPCI) et des syndicats mixtes restreints. J'ai adressé un courrier à Mme la Ministre Jacqueline GOURAULT pour clarifier ce point et justifier cette mesure alors que ces EPCI ont une utilité réelle.

A l'issue du Grand Débat, les maires et les présidents d'intercommunalités attendent désormais des actes concrets facilitant l'exercice de leur mandat. Plus que jamais dans le contexte actuel, je crains que 2020 soit une année d'élections municipales sans candidat à la fonction de maire pour de nombreuses petites communes.

Sur la collectivité européenne d'Alsace

Depuis le début du processus de création de la future collectivité européenne d'Alsace, l'association des maires par la voix de son Président, Vincent DEBES a pu faire valoir le point de vue du « bloc communal ».

Sur le rapport MARX remis au Premier Ministre en juin 2018 et l'accord de Matignon du 29 octobre 2018 :

L'association a été consultée par M. MARX, Préfet de région et du Bas-Rhin, chargé de rédiger un rapport pour le Premier Ministre. Ce travail a été unanimement salué pour ses qualités d'analyse et ses préconisations.

Le Président DEBES était présent lors de l'accord conclu en octobre entre l'Etat, représenté par plusieurs Ministres, les Présidents des conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le Président du Conseil régional du Grand Est, en faveur de la création de la collectivité européenne d'Alsace, à l'Hôtel de Matignon.

En préparation du projet de collectivité Européenne d'Alsace (CEA) :

Plusieurs rencontres ont eu lieu avec Mme la Ministre Jacqueline GOURAULT et ont été l'occasion de participer à certains des nombreux échanges organisés sur le projet de CEA.

Début février 2019, l'AMF a saisi l'Association des maires du Bas-Rhin sur le projet de loi relatif aux compétences de la collectivité Européenne d'Alsace, afin de recueillir son avis avant la réunion du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN) où siègent des représentants de l'AMF. Notre Association n'a pas relevé de dispositions ayant un impact négatif sur le bloc communal.

Le décret du 27 février 2019 acte le regroupement des deux départements. La future collectivité sera une collectivité réunissant les compétences départementales, complétée de compétences particulières. Fin février, un projet de loi relatif aux compétences de cette collectivité a été déposé au Sénat en procédure accélérée. La création de cette nouvelle collectivité est prévue au 1^{er} janvier 2021.

Participation à une table ronde organisée au Sénat le 12 mars 2019 sur le projet de loi :

Lors de cette table ronde, M. DEBES a pu au nom de notre association, saluer le projet de création de la collectivité européenne d'Alsace, initiée par les deux conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Il a fait observer que ce projet de loi pourra encore être amélioré lors des discussions parlementaires.

Il a formulé le vœu que l'Etat, les collectivités locales concernées sur le territoire alsacien et les partenaires locaux saisissent l'opportunité d'approfondir leurs coopérations réciproques au bénéfice de l'espace rhénan tout entier.

L'action transfrontalière et le bilinguisme sont au cœur du projet de la CEA : l'élaboration d'un schéma alsacien de coopération transfrontalière permettra une meilleure visibilité, notamment vis-à-vis de nos voisins allemand et suisse, et de recenser les initiatives de nombreux acteurs dans le domaine transfrontalier : les Etats concernés, la Conférence du Rhin supérieur, le Conseil rhénan, Région, Département, Eurodistricts, pôle métropolitain & PETR, communes et intercommunalités. La place de Strasbourg, capitale alsacienne, régionale et européenne ne doit pas être fragilisée au sein de la future CEA, néanmoins, il faut faire en sorte qu'aucun territoire ne soit perdant à l'issue de cette fusion. Les deux Préfectures départementales seront préservées, c'est un élément important d'équilibre.

Cette nouvelle impulsion dans le domaine transfrontalier prend tout son sens dans les départements frontaliers du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui vont pouvoir allier leurs actions au sein d'une même collectivité.

Un second point fort du projet de CEA est **le transfert des routes nationales et autoroutes non concédées** en Alsace avec la possibilité de transfert ultérieur des voies (A35...) à l'Eurométropole de Strasbourg pour les tronçons la concernant. Ce transfert ouvre des perspectives de rééquilibrage des flux routiers.

La discussion parlementaire commencera début avril prochain.

Grand Débat : des maires du Grand Est invités à l'Elysée

Tous les maires des chefs-lieux de cantons et les présidents des associations de maires ont été invités fin février par le Président de la République. Une douzaine de maires bas-rhinois (sur 18) ont participé au débat proposé à l'Elysée.

M. DEBES a soutenu devant le Chef de l'Etat une demande pour sauvegarder la production d'électricité issue de la géothermie profonde, qui serait mise en difficulté réelle par l'arrêt total des mesures de soutien à la production. Le président de l'association des maires du Bas-Rhin est soutenu dans cette démarche par les Présidents de la Région Grand Est, du Département du Bas-Rhin, ainsi que par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Autre sujet sensible de gestion locale : l'association des maires du Bas-Rhin a transmis une note à l'AMF sur les risques aberrants de conflits d'intérêts "public-public" ou « privé-public, par le simple fait pour les maires de siéger dans des organismes publics ou privés dans lesquels ils sont pourtant désignés pour représenter leur commune.

Conseil d'administration du 15 mars 2019 à Hochfelden

M. PFISTER, 1^{er} vice-président de la Comcom du Pays de la Zorn et trésorier de l'association, a accueilli les membres du Conseil d'administration à Hochfelden, dont il est maire. Il a présenté la Comcom et sa commune.

M. VOGEL-BRAUN, vice-président du Tribunal administratif de Strasbourg, a expliqué les avantages de recourir à la procédure de médiation administrative. Une convention-cadre est en cours de discussion avec l'association des maires.

Une note sur la médiation administrative est disponible sur notre site Internet www.maires67.fr

Formation des élus : Mme JOST-LIENHARD, secrétaire générale de l'association, maire de Bosselshausen, a fait le point. Cent quarante élus sont inscrits aux séances de formation à l'IPAG et l'ENGEEES au 1^{er} semestre 2019.

Des places restent possibles pour s'inscrire aux formations suivantes de l'ENGEEES :

- | | |
|--|--------------------------------------|
| ✓ Les ouvrages de protection contre les inondations (contrôle et sécurité des digues) : 27/04/ 2019 | Les séances ont lieu de 8h30 à 12h30 |
| ✓ Les écoquartiers : 18/05/2019 | à Strasbourg. |
| ✓ La géothermie en Alsace : potentiel énergétique du sous-sol et enjeux environnementaux : 8/06/2019 (éligible au DIF jusqu'au 7/04/2019) | Tarif : 110 € |



A l'automne 2019, deux sessions de formation décentralisées seront organisées avec l'IPAG sur la communication préélectorale et les élections municipales. Les dates vous seront communiquées prochainement.

Réunion du Bureau du 1^{er} février 2019

Mme BAZZO, nouvelle directrice des Services Académiques de l'Education Nationale du Bas-Rhin a été reçue afin de discuter des perspectives de la rentrée scolaire 2019-2020 avant la réunion du Conseil départemental de l'Education Nationale (CDEN) du Bas-Rhin.

Le Bureau a désigné les représentants des maires dans les instances suivantes :

- Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) du Bas-Rhin (DDT)
Titulaires :
M. Emile FLUCK maire de Colroy-la-Roche
M. Antoine SCHALL, maire d'Osthoffen
Suppléants :
M. Daniel GERARD, maire d'Ottersthal
M. Maxime BRAND, maire d'Ergersheim
- Comité de pilotage du schéma départemental du développement des enseignements artistiques (CD67)
Mme Laurence JOST-LIENHARD, maire de Bosselshausen
M. Claude RISCH, maire d'Orschwiller
M. Thierry SCHAAL, maire de Fegersheim
M. Pierre MAMMOSSER, maire de Soultz sous Forêts

Attractivité des communes éloignées

M. SENDEL, président de l'Union des métiers et industries de l'hôtellerie (UMIH) du Bas-Rhin a été reçu par M. DEBES.

Il a demandé à l'association de sensibiliser les maires au sujet des plateformes numériques de mise en location de logements touristiques et de la collecte de la taxe de séjour communale ou intercommunale.

Une note de l'AMF d'octobre 2016 et un article de la Revue Maires de France de l'AMF rappellent les conditions d'instauration de la taxe de séjour (disponibles sur www.maires67.fr)

Répertoire électoral unique

La date limite d'inscription pour voter aux élections européennes est fixée au 31 mars 2019 (ce jour étant un dimanche, une permanence devra donc être assurée le samedi 30 mars 2019).

Les inscriptions d'office (ex : jeunes de 18 ans) ou les radiations d'office (ex : inscription dans une autre commune donc radiation concomitante sur la liste électorale de la commune d'origine) sont désormais automatiquement envoyées par le REU aux communes, via leur logiciel.

Il est primordial que les mouvements électoraux 2018 (inscriptions et radiations effectuées entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 2018) soient transmis rapidement au REU : cet envoi s'opère via une synchronisation entre le logiciel des communes et le portail ELIRE de l'INSEE. (source: ATIP).

Sécurité dans les cimetières – rôle du maire

Suite aux événements récents de profanation et d'autres infractions commises dans les cimetières confessionnels ou non, une note juridique sur la police des cimetières et la circulaire du 11 janvier 2005 applicable en la matière sont disponibles sur www.maires67.fr

En vertu de l'article L.2212-2 CGCT, le maire est chargé de la police municipale des lieux de sépulture en général. Il est aussi autorité de police spéciale des funérailles et des lieux de sépulture.

La police des lieux de sépulture dans les communes d'Alsace-Moselle : les cimetières sont soumis à la police municipale quel que soit leur propriétaire (art. L.2542-12 CGCT). Ils sont dans la quasi-totalité propriétés des communes, à l'exception de certains lieux d'inhumation israélite et de cimetières congréganistes.

Les mesures décidées par le maire doivent permettre de prévenir les infractions de tous ordres ou de faciliter la recherche des auteurs d'infractions, en liaison avec les services de gendarmerie ou de police.

Période pré-électorale des élections municipales et communautaires

✓ Interdiction du financement de la campagne par une collectivité publique :

Depuis la loi du 25 avril 2016, l'obligation du compte de campagne est ramenée d'un an à six mois avant les élections municipales et communautaires et s'applique aux candidats dans les communes d'au moins 9000 hab. De même, au 1^{er} septembre 2019, toute aide de la collectivité quelle que soit la taille de celle-ci, est prohibée pour tous les candidats aux élections.

✓ Eviter tout risque de confusion entre communication institutionnelle et communication en faveur d'un candidat :

A compter du 1^{er} septembre 2019, l'ensemble des collectivités quelle que soit leur taille (dont les communes & EPCI) doit distinguer la communication institutionnelle de la collectivité (qui reste seule autorisée), de la communication personnelle d'un élu à travers celle de la collectivité, qui est interdite. La communication institutionnelle doit respecter quatre principes : l'antériorité, la régularité, l'identité de la forme et du support, la sobriété.

Une note complète sur la communication en période pré-électorale est disponible sur www.maires67.fr

Quel outil d'information géographique ?

L'Agence Territoriale d'Ingénierie Publique (ATIP) du Bas-Rhin propose à ses membres une mission « Information Géographique ».

Depuis janvier 2019, l'ATIP propose une mission Information Géographique permettant de partager son SIG avec ses membres et de mutualiser les ressources et les compétences souvent rares dans ce domaine. La mission présente un panel de services variés qui s'adressent aux Communes, aux Communautés de communes et autres groupements qu'ils soient ou non déjà équipés d'un outil SIG. Les services proposés sont les suivants :

- ✓ Mise à disposition de l'outil SIG de l'ATIP (Intr@GEO) avec deux comptes d'accès.
- ✓ La formation à l'utilisation du logiciel Intr@GEO ainsi qu'une assistance aux utilisateurs.
- ✓ La mise à disposition de données géographiques tenues à jour régulièrement : données cadastrales, photographies aériennes, données environnementales (espèces protégées, comptages hamster, Natura 2000, zones humides, PPRI, arrêtés préfectoraux de protection du biotope, etc.), zonages d'archéologie préventive, zonages AOC, les zonages de la BD POSPLU etc.
- ✓ La mise à disposition des données de l'ATIP pour les membres déjà dotés d'un outil et souhaitant les intégrer dans leur propre SIG.
- ✓ La veille juridique et technique sur les données et des retours sur l'actualité (ex. information et expertise en matière d'information géographique sur les outils et les données).
- ✓ L'animation d'un club SIG de partage d'expériences et de pratiques à destination des adhérents à la mission.

Les membres de l'ATIP peuvent accéder à ce service pour une participation annuelle de 100€ par commune, 300€ pour les EPCI et groupements (+ 100€ par commune pour les EPCI disposant d'un outil SIG ouvert aux communes).

Vos contacts à l'ATIP : Betty Desjardin, référente Information Géographique (tél : 03 88 76 68 07 – betty.desjardin@atip67.fr) ou Eric Soeder, responsable des Systèmes d'Information (tél : 03 88 76 62 14 – eric.soeder@atip67.fr)